

De l'Ukraine à la Palestine - L'occupation est un crime

mardi 6 février 2024, par [Sotsialnyi Rukh \(Social Movement\) Ukraine](#) (Date de rédaction antérieure : 31 janvier 2024).

La guerre dans la bande de Gaza se poursuit depuis plus de deux mois. Le Mouvement Social (Ukraine) s'engage pour une paix juste au Moyen-Orient, pour laquelle il est nécessaire d'éliminer l'oppression structurelle des Palestiniens et la violence systématique contre la population civile. Notre organisation condamne l'attaque sanglante menée le 7 octobre 2023 contre la population civile dans le cadre de l'attaque du mouvement islamiste militarisé Hamas contre Israël. Les massacres brutaux de femmes des kibboutzim, de travailleurs étrangers, de Bédouins et d'autres civils, qui ont coûté la vie à plus d'un millier de personnes, ainsi que l'enlèvement de civils en tant qu'otages, ne peuvent avoir aucune justification.

Cependant, nous condamnons l'opération « Epée de fer » lancée par le gouvernement d'extrême droite de Netanyahu en réponse à l'attaque du 7 octobre, ainsi que les crimes de guerre commis dans le cadre de cette opération. Les actions de l'armée israélienne dans la bande de Gaza sont punitives à l'égard de l'ensemble de sa population, dont la moitié environ sont des enfants. Israël a imposé un siège total à la bande de Gaza, soumise à un blocus illégal israélo-égyptien depuis 2007, empêchant l'approvisionnement en eau, en électricité, en nourriture et en médicaments des plus de 2 millions d'habitants de Gaza, transformant la bande de Gaza en « la plus grande prison à ciel ouvert du monde ».

Selon diverses données fournies par des organisations internationales, quelques semaines après cette opération, quelque 18 000 civils, dont 7 800 enfants, ont été tués et 50 000 autres personnes ont été blessées ; 85 % des quelque 2 millions d'habitants de la bande de Gaza - ont été contraints de fuir leur domicile. Plus de 200 travailleurs médicaux et plus de 100 employés de l'ONU figurent parmi les morts. Les Nations unies confirment qu'au moins la moitié de la population de Gaza est réduite à la famine. Il semble inacceptable de justifier l'imposition d'une catastrophe humanitaire et la terreur d'une puissante machine militaire contre la population civile sous le prétexte d'une « guerre contre le terrorisme », comme l'ont fait les Russes en Ichkérie/Tchéchénie ou les Américains en Irak.

La poursuite de l'opération militaire d'Israël dans la bande de Gaza est tout le contraire d'une résolution efficace du conflit. Une telle politique se mène depuis des décennies, depuis que l'État d'Israël, après une confrontation avec les pays arabes voisins, renforcée par les politiques coloniales britanniques, a déplacé des centaines de milliers de Palestiniens de leur terre, après quoi des millions de leurs descendants ont été condamnés à fuir (événements connus sous le nom de Nakba - « catastrophe » en arabe). Les autorités israéliennes continuent d'ignorer les nombreuses résolutions de l'ONU, dont la dernière, adoptée le 27 octobre par 120 des 193 États membres de l'Assemblée générale, appelle à un cessez-le-feu. Les rapports des Nations unies et des organisations de défense des droits de l'homme ont à maintes reprises comparé la ségrégation des Palestiniens pratiquée par Israël au régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

Les colons israéliens, dont beaucoup sont des militants fanatiques, poursuivent leur politique de colonisation et de violence à l'encontre de la population palestinienne de Cisjordanie avec la connivence des autorités israéliennes, qui humilient, détiennent arbitrairement et tuent quotidiennement des hommes, des femmes et des enfants palestiniens. Avant même les événements de cette année, selon les calculs de l'organisation israélienne de défense des droits de l'homme Bezelem, les Israéliens ont tué plus de 10 000 Palestiniens et Palestiniennes depuis 2000. En outre, la règle générale est la disproportion de la violence de la part d'Israël, par laquelle celui-ci répond même à des manifestations exclusivement pacifiques. Par exemple, lors de la répression de la [Grande Marche du Retour] palestinienne vers le mur qui bloque Gaza les forces de sécurité israéliennes ont tué 195 Palestiniens, dont 41 mineurs [en un an depuis mars 2018] (données du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). Et en ce qui concerne le nombre de Palestiniens tués en Cisjordanie, 2023 est devenue une année record depuis que l'ONU tient des statistiques (et ce, depuis octobre, lorsque les forces de sécurité israéliennes ont tué plus d'une centaine de personnes dans cette partie de la Palestine, qui ne compte aucune base du Hamas). La réaction indifférente de la communauté mondiale, qui s'est contentée d'exprimer sa « profonde inquiétude », a conduit les habitants de la région à désespérer encore davantage des moyens pacifiques de résoudre le conflit, que les forces fondamentalistes utilisent.

L'actuel gouvernement Netanyahu, lui aussi rempli de réactionnaires et de fanatiques religieux qui déshumanisent ouvertement les Palestiniens et appellent à leur meurtre et à leur génocide, est allé encore plus loin que ses prédécesseurs. À un moment donné, Israël lui-même a joué un rôle non négligeable en supplantant la résistance à l'occupation, principalement laïque et non violente, des Palestiniens à l'époque de la première Intifada, par une variété plus à droite, plus violente et plus fondamentaliste. M. Netanyahu et ses fonctionnaires ont bien entendu qu'ils ont encouragé les réactionnaires et les fanatiques religieux du Hamas, car cela a affaibli l'Autorité palestinienne, introduit une discorde supplémentaire dans la condition des Palestiniens et saboté les perspectives de construction d'un État souverain pour eux.

Cette politique imprudente n'a pas changé, même après que les services de renseignement égyptiens, mais aussi israéliens, ainsi que des militaires en activité ou à la retraite, aient mis en garde contre une éventuelle escalade résultant du blocus et de la politique coloniale. Ainsi, l'ancien chef de la marine israélienne et des services secrets Shabak, Ami Ayalon, a averti que « lorsque les Palestiniens nous voient détruire leurs maisons, la peur, la frustration et la haine augmentent. Ce sont ces raisons qui poussent les gens vers les organisations terroristes ».

Netanyahu, comme d'autres conservateurs, a constamment utilisé la rhétorique de la « défense contre les menaces » pour justifier leurs attaques contre les libertés démocratiques et la poursuite du renforcement de l'appareil de sécurité, qui, cependant, n'a pas évité les attaques du Hamas depuis Gaza, mais s'est plutôt préoccupé de terroriser les Palestiniens en Cisjordanie. En définitive, la spirale sans fin de la violence n'a pas amélioré et n'améliorera pas la sécurité de quiconque, à l'exception des forces conservatrices et nationalistes extrêmes. Une telle atmosphère a déjà conduit à la Knesset et au gouvernement les plus à droite de l'histoire d'Israël. Et la guerre actuelle a procuré une indulgence au cabinet Netanyahu contre lequel des manifestations de masse se sont poursuivies pendant la majeure partie de 2023 (de manière caractéristique, un sondage réalisé la veille de l'escalade a montré que la majorité de la population de Gaza ne faisait pas confiance au mouvement Hamas, qui, il y a plus d'une décennie et demie, après un conflit civil avec le Fatah, a mis en place un gouvernement autoritaire à parti unique dans cette zone).

Dans le même temps, le courant dominant des deux principaux partis du principal mécène d'Israël - les États-Unis - s'est montré immédiatement prêt à apporter un soutien militaire et diplomatique inconditionnel à la quasi-totalité des actions du gouvernement israélien. Ici, tant le contraste avec les hésitations concernant les livraisons d'armes à l'Ukraine que le désir des cercles les plus

réactionnaires de la classe dirigeante américaine - l'aile droite du Parti républicain - de financer le nettoyage ethnique et les aventures du gouvernement Netanyahu aux dépens de la privation de l'aide aux Ukrainiens sont notables. En cela, les Trumpistes sont semblables à beaucoup d'autres forces d'extrême droite en Occident : comptant de nombreux antisémites dans leurs rangs, ces partis protègent en même temps la capacité des forces de sécurité israéliennes et russes à tuer des résidents de Palestine et d'Ukraine en toute impunité.

Qui plus est, Washington a lui-même contribué à la montée actuelle des tensions, en soutenant l'empiètement d'Israël sur Jérusalem en tant que capitale exclusivement depuis l'administration Trump. Aujourd'hui, les États-Unis opposent leur veto aux initiatives du Conseil de sécurité de l'ONU, telles que la proposition brésilienne de corridors humanitaires ou la dernière résolution sur le cessez-le-feu du 8 décembre, qui a été votée par 13 des 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Comme dans le cas de l'invasion russe de l'Ukraine, cela prouve une fois de plus que les membres permanents de l'ONU devraient être privés de leur droit de veto qui paralyse la capacité de la communauté internationale à mettre fin au carnage.

L'agression à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine a accru l'atmosphère de tension internationale et d'impunité, permettant l'escalade d'une série de conflits qui mettent des communautés entières au bord de la survie, comme cela s'est déjà produit avec la population arménienne du Haut-Karabagh à la suite des actions agressives du régime d'Aliyev en septembre de cette année. Le cycle actuel de confrontation au Moyen-Orient est du même ordre et a entraîné des tendances inquiétantes dans le reste du monde, en particulier une montée en flèche de l'antisémitisme et de l'islamophobie (jusqu'à des tentatives de pogroms juifs, comme dans le Caucase du Nord contrôlé par la Russie de Poutine, des attaques armées contre des Palestiniens comme les étudiants du Vermont, ou le meurtre de personnes comme le garçon palestinien à Chicago ou la fusillade par la police de touristes juifs et d'un guide local en Égypte).

Malheureusement, la réaction des autorités ukrainiennes révèle également une approche extrêmement partielle et unilatérale : condamnant à juste titre les attaques contre les civils en Israël et honorant les morts, elles préfèrent en même temps ignorer les civils morts en Palestine. Bien que la diplomatie ukrainienne à l'ONU ait toujours condamné l'occupation illégale des terres palestiniennes et les autres violations commises par Israël dans presque tous les cas, les autorités ukrainiennes adoptent une position ambivalente sur l'occupation russe et fournissent les derniers précédents à suivre. Au lieu de cela, la rhétorique honteuse de diabolisation des Palestiniens, les déclarant tous, des nourrissons aux personnes âgées, comme des « terroristes », prévaut dans les médias ukrainiens.

Oui, il faut savoir que pour de nombreux « amis » autoproclamés de la Palestine, qu'il s'agisse de partenaires et de sponsors bien connus du Hamas, comme les autorités autoritaires du Qatar, de la Turquie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite ou de la Russie (qui entretient des relations amicales avec le gouvernement Netanyahu et le Hamas), la tragédie du peuple palestinien n'est qu'une monnaie d'échange. Mais réduire les Palestiniens à des « mandataires de Téhéran et du Kremlin » dans l'espace d'information national est une caricature aussi analphabète et scandaleuse que la justification par « mandataire » de l'agression russe contre l'Ukraine.

C'est bien plutôt en Ukraine qu'il faut comprendre la souffrance du peuple palestinien : là aussi, l'occupation par un État qui possède l'arme nucléaire et la supériorité dans les forces armées se poursuit, au mépris pur et simple des résolutions de l'ONU et du droit international, en niant les droits à la subjectivité et à la résistance. La tragédie que nous vivons actuellement devrait aiguïser notre sensibilité aux expériences humaines similaires dans tous les coins du monde. La lettre ukrainienne de solidarité avec le peuple palestinien, publiée sur la plateforme du site web du magazine « Spilne », témoigne de ces voix alternatives à la voix officielle, qui affirment le droit

universel à l'autodétermination et à la résistance à l'occupation.

Dans son poème, l'écrivaine arabe Hiba Kamal Abu Nada demande : « Comme vous êtes seuls, nous sommes seuls, quand ils gagnent leurs guerres », quand « votre terre est vendue aux enchères et que le monde est un marché libre... C'est l'âge de l'ignorance, quand personne n'intercédera pour nous ». La poétesse de 32 ans est devenue l'une des milliers de victimes civiles des frappes aériennes israéliennes de cette année. Le devoir du monde est de ne pas laisser les opprimés seuls, surtout lorsqu'ils sont menacés d'extermination physique. De ne pas dire que les bombes et les roquettes volent sur leurs têtes. Ni en Ukraine, ni en Palestine.

C'est pourquoi le « Mouvement social » appelle à un cessez-le-feu immédiat et à l'admission de l'aide humanitaire dans la région, et exprime également son soutien au peuple palestinien dans son désir légitime d'une paix juste et durable.

Sotsialnyi Rukh

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Sotsialnyi Rukh

<https://rev.org.ua/from-ukraine-to-palestine-occupation-is-a-crime/>